

Deléage J.-P. - Penser l'écologie politique

C'est d'une belle ambition dont ont fait preuve les initiateurs de ce colloque ; et je les remercie de m'avoir permis de participer à cette séance d'ouverture. Je ne résiste pas à la formulation d'emblée de quelques idées critiques, tenant dans le simple rappel des difficultés que les intervenants ici présents vont devoir affronter pendant ces jours de débats qui ne manqueront pas d'être vifs.

Première difficulté : le débat sur la réalité de la crise écologique a ses imposteurs dans le champ scientifique. Mais en la matière, les plus grandes impostures se situent dans le champ politique. Et lorsque l'écologie émerge dans le débat public au début des années 1970, ceux que je nomme ici par euphémisme les grands de ce monde ont déjà perçu les dangers qui se profilent.

Alors que la mondialisation du capitalisme se met en route grâce à la stratégie du libre-échange, à l'intensification du commerce international et aux délocalisations vers les pays à bas coût de main-d'œuvre, un pacte tacite s'est instauré : au sein des gouvernements et des institutions internationales, ne seraient prises que des mesures à la marge, qui ne remettraient jamais en cause les dogmes du capitalisme néo-libéral bientôt à l'œuvre sous la férule de Margaret Thatcher notamment.

L'aboutissement sémantique de cette période a été l'invention de l'oxymore du développement durable, soit le comble de la mystification idéologique.

Seconde difficulté : le débat sur la science que doit aborder ce colloque est au cœur des questionnements sur l'écologie politique. En effet, les termes de démocratie technique, de science, de lanceur d'alerte ou d'expertise citoyenne deviennent des mots-clés dans les débats sur la nature de l'écologie politique. Dans leur diversité ces débats partagent toutefois un postulat problématique, celui de prendre le concept de science pour un fait acquis. Le jeune épistémologue Leo Coutellec propose de donner de l'épaisseur et du relief au concept de science en le repensant à partir du pluralisme épistémologique.

La question est : comment faire pour que ce pluralisme épistémologique ne soit pas une nouvelle forme de relativisme ? Une réponse partielle est que des valeurs comme l'équité, le bien-être, la justice sociale, la soutenabilité écologique sont des propositions importantes que les sciences ne peuvent ignorer pour exister comme vecteurs d'émancipation sociale. En ce sens, un usage essentiel de l'éthique est de faire vivre au cœur des sciences des valeurs comme le pluralisme, la coopération ou encore l'engagement, seules à même de former la matrice de la capacité des activités et des recherches scientifiques à créer un monde commun. L'éthique générique (l'expression est encore de Leo Coutellec) est ainsi une contribution pour une science ou des sciences de l'Humain et selon l'Humanité.

Troisième difficulté : la crise des institutions et des politiques scientifiques dont notre réflexion ne peut faire l'économie.

Pour cela, il est nécessaire de saisir à quel point la recherche est touchée comme toutes les activités humaines par le phénomène d'accélération de la société étudié par le sociologue Hartmut Rosa.

Précisons : en France (et bien au-delà), face aux mutations actuelles de l'enseignement supérieur et de la recherche, les motifs de révolte ne manquent pas : culte de l'excellence et

de la lutte de tous contre tous ; montée en puissance de la posture instrumentale, de l'économisme et des méthodes managériales (New Public Management), promotion sans ambages d'une « économie capitaliste de la connaissance ». Chacun peut reconnaître ici un ensemble de mesures dont les sigles sont connus (LRU, RGPP, AERES,...) qui visent toutes à promouvoir « la rentabilité plutôt que l'intérêt général, la compétition plus que la coopération, l'utilité productiviste plutôt que le bien-être collectif » (Appel pour une université au service d'un monde commun).

Chacun et chacune d'entre nous subit évidemment cette pression et tout chercheur qui n'est pas stressé et qui refuse aujourd'hui de rentrer dans le rang est considéré au mieux comme paresseux et original, au pire, révolté et asocial.

Nous devons faire face.

Faire face à cette pression parce qu'elle a évidemment des effets délétères car chacun d'entre nous a tendance à suivre ces injonctions d'en haut afin d'éviter le pire : publier dans les « bonnes revues », et surtout ne pas franchir les marges du politiquement et académiquement correct.

Faire face, c'est contribuer à l'émergence d'une écologie politique qui pèse dans les rapports de force sociaux, c'est contribuer à un mouvement qui définisse la science comme une œuvre d'intérêt général au service d'un monde commun.

Faire face, c'est produire des savoirs critiques du productivisme industriel et agricole, de la junk-consommation qui est son corrélat, et pour nous sortir du productivisme scientifique (publier pour publier, pourvu que cela soit dans une revue classée) et de la consommation aveugle de connaissances et de techniques.

Faire face, c'est pour chacun d'entre nous ré-investir la question de la culture scientifique et technique pour ne pas réduire la science à une accumulation de savoirs stables, désincarnés, académiques et assimiler la technique à une simple application de cette science heureuse, aussi heureuse, bien entendu, que la mondialisation.

Faire face, c'est concevoir l'histoire, la sociologie, la philosophie des sciences et des techniques comme des démarches et des savoirs structurants pour développer l'esprit critique des sciences et à propos des sciences.

Et cela dans un monde où des pans entiers des libertés civiles conquises au cours des siècles derniers « s'évanouissent de facto dans les réseaux de fibres optiques, les ondes émises par les antennes relais et les serveurs immenses des data-centers » (collectif Marcuse). C'est-à-dire un monde où l'information indispensable à toute recherche scientifique est diluée dans une nuit politique qui s'étend sans fin à l'ombre proliférante de nos machines dites intelligentes.

Faire face, c'est enfin non seulement résister aux régressions structurelles consubstantielles au néo-libéralisme, mais c'est aussi créer en ouvrant de front le chantier réflexif de l'écologie politique et de nouveaux lieux de production des savoirs, où le long terme pendrait le pas sur le court-termisme et où le temps de la science serait synchrone avec celui des luttes des sociétés vivantes.

Ce qui signifie refuser l'écologie du laisser-faire, c'est-à-dire l'écologie qui consiste à laisser le marché orienter les investissements vers une production réputée « verte », très à

la mode en ces temps de crise. En effet comme le démontrait dès 1971 Barry Commoner, dans le capitalisme, toutes les activités sont orientées par le seul indicateur qui vaille, au sens propre et figuré du terme, c'est-à-dire celui du meilleur taux de rentabilité à court terme.

C'est sur ce chantier que vous allez œuvrer sans vous plier aux injonctions cyniques des puissants de ce monde et de leurs communicants !

Vous oeuvrerez bien entendu en opposition à l'hégémonie du Marché sur toute forme de vie, en opposition aux rapports de force antidémocratiques et au final anti-humains et anti-écologiques.

Vous oeuvrerez à l'inverse en vous insérant dans une socialité faite de confiance, de liberté et de coopération, orientée vers des rapports permettant la survie de tous et la possibilité élargie de la vie bonne.

Et sans oublier, c'est essentiel, la leçon attribuée par Jean de Salisbury à Bernard de Chartres :

« Nous sommes des nains installés sur les épaules des géants. Et pour cette raison, nous sommes capables de voir plus de choses, et de voir plus loin qu'eux ». Leçon reprise par Isaac Newton au XVIII^e siècle, dans une lettre à Robert Hooke : « Quant à moi, si j'ai vu un tout petit mieux, c'est parce que je me tenais sur les épaules des géants ».

A vous maintenant de nous éclairer en escaladant les épaules des géants!